



La lettre de la sénatrice

Lundi 6 février 2023
Lettre d'information bimensuelle n°41

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

L'actualité parlementaire de ce début d'année est marquée par le projet de réforme des retraites dont l'examen débute en hémicycle à l'Assemblée cette semaine. Les différents sondages d'opinion et les chiffres des manifestations sont sans appel, cette réforme cristallise mécontentements et crispations d'une grande partie de la société et le Gouvernement serait bien avisé d'entendre la colère qui monte.

En parallèle de ce long combat, il y a eu une avancée majeure pour le droit des femmes avec l'adoption la semaine dernière au Sénat de la constitutionalisation de la liberté à recourir à l'IVG. C'est un signal fort pour tous les pays où le droit à l'avortement est menacé. Je salue ici le travail des associations et de toutes les personnes qui se sont battues pour faire aboutir ce texte. Il appartient maintenant au Gouvernement de saisir cette opportunité historique pour inscrire un projet de loi constitutionnelle au Parlement.

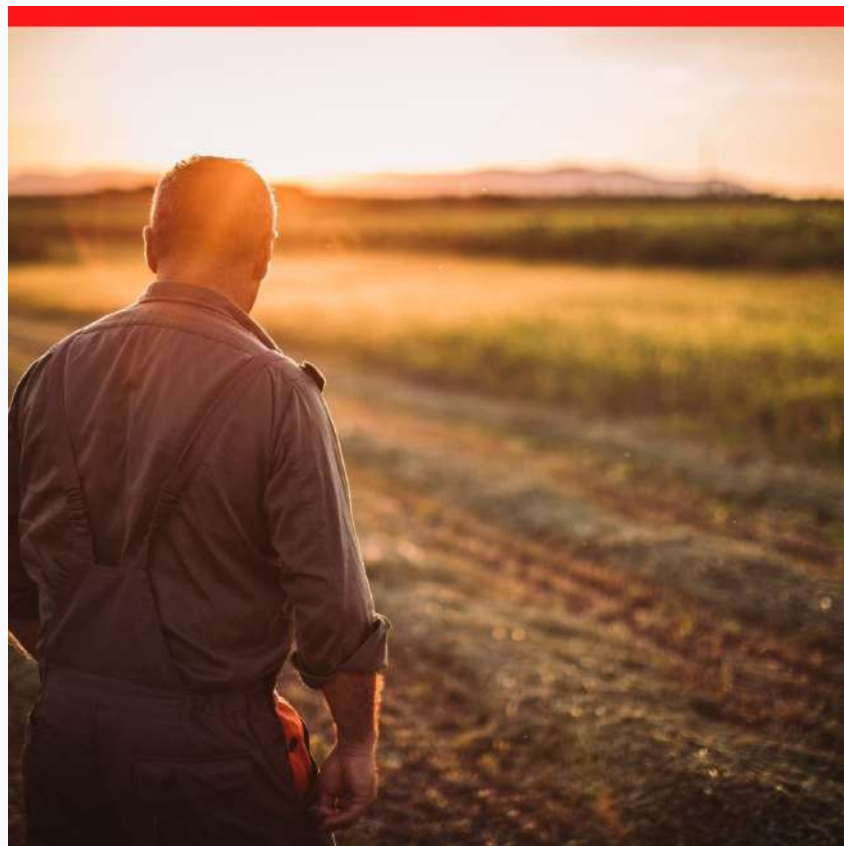
Cette semaine, j'ai été désignée pour siéger dans deux commissions spéciales et une mission d'information afin de travailler sur les enjeux essentiels pour notre territoire :

- la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires ;
- la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.
- la mission d'information sur la "Gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement »

Je reste à votre disposition et vous souhaite une bonne lecture.

Bien cordialement,

Actualité au Sénat



RETRAITES AGRICOLES - Adoption d'une proposition de loi actant le calcul des pensions sur les 25 meilleures années

Mercredi 1er février, le Sénat a adopté la proposition de loi visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles en fonction des vingt-cinq années meilleurs années de leur carrière.

Ce texte fait suite aux revendications portées depuis longtemps par les organisations professionnelles agricoles. Dans un large consensus, il a donc été adopté conforme afin d'être appliqué et bénéficié aux agriculteurs dans les meilleurs délais.

Mon groupe parlementaire a voté en faveur de ce texte car il est un signal fort pour le monde agricole et s'inscrit dans la continuité des lois Chassaigne 1 et 2. Nous demeurerons néanmoins extrêmement vigilants à ce que le sort des carrières incomplètes, des statuts de conjoints collaborateurs, des aides familiaux et des poly-pensionnés soient mieux pris en considération dans une volonté de justice et d'équité.

Gestion durable de l'eau: faut-il légiférer pour en hiérarchiser les usages ?

Mercredi 25 janvier, la commission d'aménagement du territoire et du développement durable organisait une table ronde avec les acteurs chargés d'imaginer et de mettre en œuvre les solutions d'adaptation et de résilience hydrique de notre pays.

Si en préambule, j'ai de nouveau pointé le problème de financement des agences de l'eau, j'ai surtout souhaité interroger les experts présents sur la nécessité de légiférer pour hiérarchiser nos usages de ce bien commun.

J'ai rappelé les dérives de la privatisation des ressources en eau identifiées par une récente commission d'enquête de l'Assemblée nationale. **Pendant que les agriculteurs subissent de fortes restrictions d'eau comme encore cet été, de nombreux industriels, et notamment des minéraliers, ont continué à s'accaparer une ressource commune à des fins lucratives.**

Afin de poursuivre ces travaux sur cet enjeu environnemental, je siégerai dans la mission d'information sur la gestion durable de l'eau dont les travaux débutent la semaine prochaine.



Retrouvez mon intervention et la réponse des experts conviés

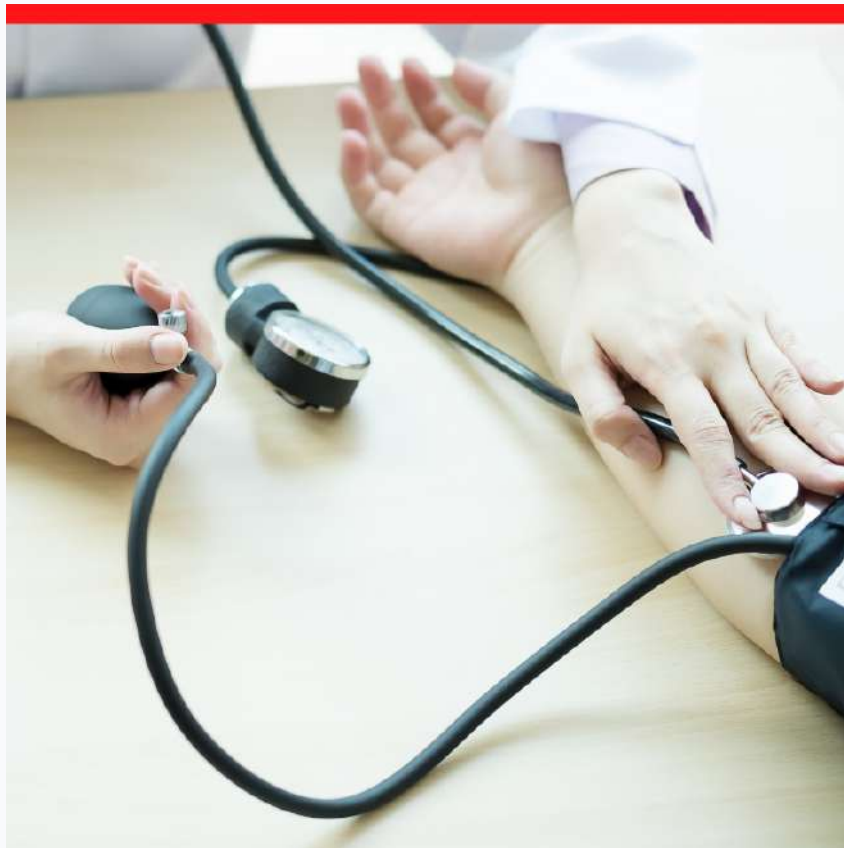
Projet de loi sur l'accélération de l'énergie nucléaire

Mardi 24 janvier, le Sénat a adopté par 239 voix POUR et 16 CONTRE, le projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité des sites existants et au fonctionnement des installations existantes.

Alors que la crise énergétique actuelle nécessite un débat parlementaire global sur une planification énergétique, le Gouvernement présente ce texte après le projet de loi sur les énergies renouvelables et avant la loi de programmation, ce alors même que la consultation publique sur le nucléaire n'est pas achevée.

Après avoir émis de nombreuses réserves, autant sur le fond que sur la forme, mon groupe s'est abstenu sur ce texte.

Lire la suite



PPL des ratios de soignants par patient: donnons plus de moyens à l'Hôpital

Le Sénat examinait, jeudi 2 février, un texte proposé par le groupe socialiste visant à inscrire dans la loi des ratios minimum de soignants par patient dans les établissements de soins.

En France, il existe déjà des ratios de patients par soignant dans des services très spécifiques tels que le bloc opératoire et la réanimation. Mais généraliser les ratios à chaque spécialité et activité de soin permettrait une amélioration des conditions de travail et la garantie d'une meilleure prise en charge des malades.

Néanmoins, une telle instauration doit aller de pair avec une hausse massive des moyens alloués à l'hôpital.

Notre groupe s'est donc abstenu car si l'idée est séduisante, l'application de cette proposition de loi dans le contexte actuel de pénurie et à moyens constants, risque d'accélérer la fermeture de lits par une concurrence entre services.



Loi "anti-squat" : une atteinte au droit au logement sans renforcer la protection des propriétaires

Jeudi 2 février, le Sénat a adopté la proposition de loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite dite loi "anti-squat", déjà votée en première lecture par l'Assemblée nationale.

Le groupe communiste a déposé une question préalable afin de rejeter l'examen de ce texte et marquer notre désaccord avec un texte qui propose le renforcement des peines et la criminalisation du non paiement des loyers.

Nous avons ainsi rappelé que ce texte ne résoudra pas le problème des impayés, ni le problème du sans-abrisme mais au contraire, il encombrerait davantage les tribunaux et prisons qui sont pourtant déjà sur-occupées. **Aujourd'hui, ce sont plus de 300 000 personnes qui vivent sans domicile fixe quand 3 millions de logements sont vacants.**

[Lire la suite](#)



Réhabilitation des "fusillés pour l'exemple": un acte de réconciliation manqué

Jeudi 2 février, le Sénat examiné la proposition de loi visant à réhabiliter les militaires « fusillés pour l'exemple » durant la Première Guerre Mondiale.

Sujet qui suscite aujourd'hui encore, un siècle plus tard, des controverses et pour lequel notre groupe communiste avait déposé dès 2013 une proposition de loi visant à répondre à la demande juridique et mémorielle de réhabilitation d'hommes exécutés pour indiscipline lors de la Grande Guerre.

J'avais également été interpellé localement, dès le passage du texte à l'Assemblée début 2022, par les associations d'anciens combattants, le Mouvement de la Paix, le Groupe Fred Zeller des Libres penseurs de Dordogne et la ligue des Droit de l'Homme dont je salue le travail et l'engagement dans leur combat pour la réhabilitation des fusillés.

Pour notre groupe, l'indignité dont ils sont encore aujourd'hui frappés doit être lavée et nous regrettons que ce texte n'ait pas été adopté par le Sénat car il aurait marqué un acte de réconciliation et fermer définitivement cette cicatrice de l'Histoire.



Echange avec le directeur de l'ARS Nouvelle-Aquitaine sur la situation des urgences en Dordogne

Cet échange fait suite à la tribune parlementaire que j'ai cosignée fin décembre et qui alertait sur l'état des urgences en Dordogne.

J'ai pu interpeller Benoît Elleboode sur l'activation récurrente de la régulation des urgences qui accentue les inégalités territoriales en matière d'accès aux soins alors que notre département est en proie à la désertification médicale et que 23000 perigourdins n'ont plus de médecin traitant.



Rencontre avec le nouveau délégué départemental de l'ARS

Ancien directeur départemental des affaires sanitaires et sociales (Ddass) avant d'être affecté à l'ARS des Landes, Didier Couteaud connaît bien notre département et nous avons pu échanger sur les sujets de santé qui me mobilise en circonscription et au Sénat, à savoir la désertification médicale, le fonctionnement des urgences et la revalorisation des métiers de la santé. Des moyens humains et financiers pour que l'hôpital public puisse assurer ses missions de santé publique.



Grêle en Ribéracois : le compte n'y est toujours pas

Les agriculteurs du Ribéracois manifestaient mardi 24 janvier à Périgueux pour obtenir des indemnités à la hauteur des dégâts subis lors du terrible orage de grêle de juin dernier.

Les annonces ministérielles suite à la mission flash n'ont apporté que des aides "pansements".

Mobilisée pour relayer leurs revendications auprès du Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, je lui



Visite des lycéens de Laure Gatet

Mardi 17 janvier, j'accueillais les élèves du Lycée Laure Gatet de Périgueux pour une visite du Palais du Luxembourg, quelques semaines après nos échanges en classe sur le fonctionnement de nos institutions de la Ve République.

Ce fût un plaisir d'échanger avec ces jeunes citoyens curieux des enjeux environnementaux, sociaux et internationaux.

Je salue l'initiative des enseignants de leur faire

poserai une question orale le 9 février prochain en insistant sur le fait que cette situation exceptionnelle appelle des moyens exceptionnels.

découvrir le fonctionnement de nos institutions.



Voeux aux élus du département

Samedi 28 janvier, je présentais mes vœux aux maires de la circonscription avec mon collègue Serge Mérillou, à la Filature de l'Isle.

Ce fut l'occasion pour moi de saluer le travail quotidien des élus locaux qui sont sur tous les fronts et plus que jamais mobilisés au service de l'intérêt général.

J'ai également rappelé les actions que je mène au Sénat pour relayer les difficultés auxquelles les collectivités sont confrontées, à commencer par la hausse des tarifs de l'électricité et le besoin de les réglementer mais également la casse des services publics.



6ème fête des Abeilles et du Miel

Dimanche 5 février, l'Abeille Périgordine présidée par Edith Bourdial organisait sa 6ème fête des Abeilles et du Miel au centre socio-culturel de Trélissac.

La journée était entièrement dédiée à l'abeille et au miel, avec de nombreux invités et un programme de qualité: conférence sur l'apithérapie, concours de miels et de ruches décorées par les enfants de différentes écoles de Trélissac et des centres aérés, et pour ma part, j'ai eu le plaisir d'être intronisée dans la Confrérie du Miel et des Abeilles.

Vœux du centre hospitalier de Périgueux

J'ai continué à assister aux cérémonies de vœux des communes en essayant de répondre positivement à un maximum d'invitations.

J'ai également assister à celle du Centre Hospitalier de Périgueux pour exprimer ma reconnaissance aux personnels engagés dans leurs missions malgré des conditions de travail particulièrement difficiles.



“
Questions écrites au
gouvernement”



Retrouvez les dernières questions écrites (QE) adressées aux membres du Gouvernement:

- QE à l'attention de Madame la Ministre [de la culture sur les risques et conséquences de la vente de la société CGR Cinémas, deuxième réseau de salles de cinémas en France.](#)
- QE à l'attention de Madame la

ministre déléguée chargée des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme [sur les aides prévues pour les boulangers pour faire face à l'explosion des prix énergétiques.](#)

- QE à l'attention du Ministre délégué chargé de la Transition Numérique et des Télécommunications [sur la nécessité de renforcer les mesures en faveur de la lutte contre la fracture numérique et de l'accessibilité aux services publics.](#)

Dernières propositions de loi et de résolution du groupe CRCE:

- [PROPOSITION DE RESOLUTION en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à faire de la lutte contre les violences pornographiques une priorité de politique publique.](#)

[Lire l'intégralité des propositions de loi 2022/2023 du groupe](#)

Marie-Claude Varailas
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailas@senat.fr
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailas.

[Se désinscrire](#)

